

Bulletin de clarifications n° 1 : Questions et réponses relatives à la lettre d'invitation

« Recrutement d'un cabinet juridique pour accompagner l'Agence MCA-Morocco dans la négociation des conventions de partenariats entre le secteur public et privé (PPP) dans le domaine de la revitalisation et du développement de zones industrielles »

Réf. : CQS/MCA-M/LI-05-B/Compact

Date de publication : **11 septembre 2020**

Date limite pour la réception des questions de clarification : **18 septembre 2020**

Dale limite de dépôt des offres : **30 septembre 2020 à 15h00**

N°	Questions	Réponses
1	Est-ce que les informations relatives à la capacité financière du Consultant (en ce compris les états financiers des trois dernières années etc.) doivent vous être communiquées dans le cadre du dossier de réponse à l'appel d'offre ou si ces informations devront vous être fournies en cas de demande expresse postérieure de vos services.	La capacité financière (analysée sur la base du formulaire TECH 2A dûment rempli ainsi que les états financiers des 3 dernières années) doit être communiquée dans le cadre de votre réponse à la présente consultation. Par conséquent, les documents doivent être fournis dans votre dossier de soumission.
2	Qualité des Experts : Nous notons la nécessité d'un expert local détenant au moins un master en droit, qualifié en droit marocain et justifiant de 5 ans d'expériences dans la structuration juridique de PPP au Maroc. En ce qui concerne (i) l'Expert en PPP et (ii) l'Expert en Droit foncier, pourriez vous s'il vous plait nous confirmer que ces deux profils peuvent être des experts qualifiés dans une autre juridiction ?	Pour les critères relatifs à la qualité des experts, la notation maximale sera accordée aux candidats disposant de la formation et l'expertise (nature et nombre d'années) requise, les autres candidatures seront notées selon la pertinence des profils présentés au regard des attentes de MCA-Morocco pour cette prestation
3	Capacité financière : nous comprenons que les états financiers des trois (3) dernières années sont requis pour justifier de la capacité financière du consultant. Bien que nous équipes sont présentes au Maroc depuis de nombreuses années, l'entité juridique dans le cadre de laquelle nous exerçons désormais a une (1) année d'existence. Dans ces conditions, pourriez-vous s'il vous plait nous confirmer que cela n'est pas un motif de disqualification ?	L'entité doit impérativement avoir au minimum 3 années d'existence et l'absence des états financiers justifiants la capacité financière est un motif de disqualification.

N°	Questions	Réponses
4	<p>Nous comprenons que l'appel d'offre objet de notre intérêt porte sur deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».</p> <p>Nous comprenons par ailleurs que le projet « Productivité du foncier » est structuré en trois « activités » (« Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural »), ayant pour objet « l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements. »</p> <p>Aucun détail quant à l'objet et la structuration du PPP dans le cadre du projet « Education et formation pour l'employabilité » ne nous a été communiqué.</p> <p>Pourriez-vous détailler l'objet ainsi que la structuration du PPP dans le cadre du projet « Education et formation pour l'employabilité » ?</p>	<p>La prestation concerne le projet des sites pilotes qui lui-même est une composante de l'activité « Foncier Industriel » de l'Agence MCA-Morocco.</p> <p>Les détails relatifs aux autres projet/activités ne sont d'aucune utilité pour la présente prestation. Ils sont toutefois disponibles au niveau du site de l'Agence.</p>
5	<p>Nous comprenons que le cabinet Gide Loyrette Nouel est intervenu dans une première phase de préparation d'un appel d'offre pour la désignation d'attributaires pour l'extension des zones industrielles de Had Soualem, Bouznika et et/ou le développement de la nouvelle zone industrielle de Lakhyayta.</p> <p>Etes-vous en mesure de nous indiquer si par conséquent, l'appel d'offre objet de notre intérêt exclut la soumission d'offre par le cabinet Gide Loyrette Nouel ?</p>	<p>Les demandes de clarifications concernent uniquement les questions techniques et administratives ayant pour but d'aider les consultants à soumettre leurs offres.</p>